

**Séance de rentrée académique de l'ULB****Allocution de Mme Michaëlle Jean, Secrétaire générale de la Francophonie**

Excellences,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Monsieur le Recteur de l'université libre de Bruxelles,

Monsieur le Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie,

Mesdames et Messieurs les Recteurs et membres du corps académique,

Monsieur le Président du Conseil d'administration,

Mesdames et Messieurs en vos grades et très nombreuses qualités,

Distingués invités,

Chères étudiantes, chers étudiants,

Chers amis,

Merci tout d'abord, Monsieur le Recteur, Monsieur le Président, de m'accueillir aujourd'hui à ***L'Université libre de Bruxelles***.

Merci aussi pour vos propos fort chaleureux qui m'ont beaucoup touchée.

Merci, enfin, de m'avoir conviée, en qualité de Secrétaire générale de la Francophonie, à cette séance solennelle de rentrée académique.

Je le ressens comme un grand honneur, un immense privilège, mais aussi comme un moment d'intense partage, vous me permettrez de dire : «de grande connivence et de profonde complicité ».

Je pense, bien sûr, à votre **ancrage historique** et **volontariste** au sein de la Francophonie.

Rappeler ici que ***L'Université libre de Bruxelles*** , l'ULB, a fait partie des quarante membres fondateurs de l'**Aupelf**, devenue depuis ***l'Agence universitaire de la Francophonie***. Et Monsieur le

Recteur de l'AUF, cher Bernard Cerquiglini, vous figurez au rang des professeurs honoraires de l'ULB.

Je sais aussi que, plus récemment, votre université a créé un partenariat novateur avec **l'Université de Montréal** et **L'Université de Genève**.

Croyez bien que l'ancienne Chancelière de **l'Université d'Ottawa** que je suis, mesure pleinement, pour les avoir favorisées, l'importance de ces **collaborations universitaires internationales**.

Parlant de connivence et de complicité, je pense également aux **principes** et aux **valeurs de libre examen**, qui ont présidé à la création de l'ULB et qui fondent, depuis, sa gouvernance.

Des principes et des valeurs qui imprègnent aussi la raison d'être et d'agir de la **Francophonie**.

Votre souci permanent d'ouverture au monde, votre volonté de participer pleinement aux grands enjeux contemporains, votre engagement viscéral pour la liberté, la pensée critique, les valeurs humanistes, la démocratie, l'équité, la justice, le respect de la dignité, font pleinement écho à la philosophie humaniste qui fonde la Francophonie.

Faire rempart à l'indifférence et à

l'égoïsme à travers la solidarité.

Faire rempart à la pensée unique, à l'uniformisation linguistique et culturelle, à travers le respect et la promotion de la diversité.

Faire rempart à l'obscurantisme et au fanatisme, à travers le savoir et la culture au service du développement économique et humain.

Oui! Nous nous rejoignons pleinement dans toutes ces valeurs, dans tous ces principes et, je dirais, dans **tous ces combats**.

Alors je sais être ici entendue et comprise, singulièrement en cette rentrée 2015-2016, placée sous le signe de la diversité des langues.

Je sais être entendue et comprise quand je dis que ce qui fait l'originalité, la force et surtout la modernité de la Francophonie, c'est son fondement linguistique et culturel parce que la culture, la diversité des expressions culturelles, en ce début de XXIème siècle, plus qu'à aucune autre époque de notre histoire, sont devenues un enjeu et un défi politique majeurs.

Bien sûr, la Francophonie a d'abord vocation à **renforcer le rayonnement de la langue française** : qui fédère ses 80 Etats et gouvernements, qui constitue le vecteur de sa coopération multilatérale, le vecteur de son plaidoyer sur la scène internationale, le vecteur de ses principes, de ses valeurs, de ses idéaux.

Et nous nous mobilisons, à travers toute une série d'actions stratégiques : pour que la langue française, reste cette formidable langue de communication internationale, pour qu'elle s'affirme toujours plus fièrement et sans complexes comme langue de création et d'innovation, comme langue de l'économie et de la société de l'information, comme langue juridique, comme langue d'enseignement et de recherche.

Faire de la recherche de haut niveau en français, **c'est possible** ! L'ULB en porte le plus convaincant des témoignages.

Mais la Francophonie, c'est aussi une **extraordinaire mosaïque de langues et de cultures** que nous nous attachons à valoriser, à faire se rencontrer, se mieux connaître, se féconder mutuellement.

Nous le faisons avec la conscience que la culture ne se réduit pas à ses œuvres ni à ses productions.

La culture est l'expression d'une histoire, de traits de civilisation, de choix politiques, économiques et sociaux.

La culture est l'expression d'une certaine conception de l'humain et de son environnement.

La culture est une manière de voir le monde, de dire le monde, d'être au monde et dans son rapport avec les autres cultures.

Nous le faisons, par ailleurs, avec la conscience d'œuvrer en faveur de la **démocratisation des relations internationales** qui présuppose la reconnaissance de **l'égalité de toutes les cultures**.

Nous nous mobilisons donc pour que la réalisation du principe «**un Etat une voix**» soit respectée, partout où s'élaborent les normes nouvelles, partout, dans toutes ces organisations multilatérales où se prennent les décisions qui engagent le devenir de la planète.

Il y va de la légitimité de ces organisations et de la qualité du multilatéralisme, alors même que la **globalisation des problèmes et des solutions**, devrait nous conduire à mettre en place un **Etat de droit mondial**, un **ordre juridique mondial** qui ne peut s'élaborer qu'au sein de ces organisations et sur la base d'un **multilatéralisme in.clu.sif**.

Décider du destin de milliards d'êtres humains **ne peut plus être l'apanage d'une oligarchie** qui cumule puissance économique, technologique, militaire et culturelle.

Et c'est le rôle de la **Francophonie** de fournir à ses pays membres, notamment les plus vulnérables, les plus démunis, tous les outils nécessaires **pour une participation pleine et effective dans tous les grands-rendez-vous internationaux.**

Nous nous mobilisons aussi pour que le **droit fondamental** de s'exprimer, de s'informer, de travailler, de négocier dans la langue de son choix, dans la langue que l'on maîtrise le mieux, soit respecté dans les organisations internationales.

Il ne viendrait à l'idée de personne de nier que **démocratie nationale** et **parti unique** font **mauvais ménage.**

Alors, comment prétendre que la **démocratie internationale** peut s'instaurer sur la base d'une **langue unique?**

Nous francophones, vous dirons toujours combien **nous estimons essentiel** que tous les documents, rapports et contenus produits par les Nations unies, par l'Union européenne et, par d'autres organisations où le français jouit du statut de langue officielle et de travail, soient systématiquement disponibles en français.

A ce propos je voudrais m'adresser tout particulièrement aux étudiantes et aux étudiants en traduction et interprétation qui seront à partir de cette rentrée formés au sein de l'ULB :

Quel beau métier vous vous apprêtez à exercer ! Gouverneure générale et Commandante en chef du Canada, au fil des nombreuses visites d'État que j'ai effectuées, j'ai connu des interprètes et des traducteurs du monde entier. J'ai trouvé en eux des êtres exceptionnels, sensibles aux nuances et à l'esprit de la langue.

Conscients de l'importance de nourrir le dialogue dans l'essence même de ce qui est dit et exprimé.

Mon sentiment est que se vouer à la traduction, à l'interprétation, c'est aussi croire que nous ne pouvons que nous enrichir au contact de l'Autre.

C'est avoir la capacité de s'approcher au plus près d'une certaine conception de la vie, d'une certaine vision du monde.

C'est savoir que l'autre nous révèle aussi à nous-même.

C'est être convaincu, aussi, que, par-delà leurs différences, tous les êtres humains peuvent se rejoindre dans une essence, des valeurs, des aspirations communes.

Et au moment où certains multiplient les appels à la haine, au racisme, à la xénophobie, nous avons plus que jamais besoin de nous rapprocher et de nous retrouver dans notre humanité commune! Soucieux les uns des autres.

L'indifférence, ce chacun pour soi et pour son clan est un drame.

La Francophonie s'attache d'autant plus à valoriser et à faire se rencontrer les cultures qui irriguent et nourrissent le vaste espace francophone, avec la conscience que : préserver la diversité culturelle en 2015, c'est œuvrer en faveur de la paix, en faveur d'un projet de société à l'échelle du monde.

Aujourd'hui, plus que jamais ! Car nous voyons bien, depuis quelques années, monter en puissance le refus de la diversité des expressions culturelles.

Nous voyons bien que la différence est devenue le prétexte, l'alibi d'affrontements politiques, d'affrontements armés à l'intérieur même des nations.

Nous voyons bien que la différence est devenue prétexte à remettre en cause, au nom de particularismes, soit disant confessionnels ou culturels, **l'universalité** de ces valeurs et de tous ces principes qui honorent la famille humaine depuis 1948, date de l'adoption de la **Déclaration des droits de l'Homme**.

Nous voyons bien que le **patrimoine mondial** n'est plus seulement l'objet des attaques de la nature et du temps, il est devenu la cible directe du terrorisme, du fanatisme, de la barbarie, de tous ceux qui refusent la différence, qui en ont contre la vie, contre le génie humain, contre les droits et les libertés.

La profanation, le saccage, à grands renforts d'images désolantes, voire douloureuses, des Bouddhas de Bamiyan en Afghanistan, du sanctuaire d'Al Askari en Irak, des mausolées de Tombouctou, des manuscrits de la bibliothèque Ahmed Baba, et de tant d'autres sites millénaires, ne sont en rien un effet collatéral.

Et je sais Monsieur le Recteur, cher Didier Viviers, je sais combien, historien de l'Art et archéologue, vous êtes touché, à titre personnel, par ces désastres. Vous dirigez depuis 2002, la Mission archéologique belge d'Apamée en Syrie, la plus ancienne mission archéologique belge à l'étranger.

Ce sont là des **attaques volontaires**, ciblées, haineuses, contre tout ce qui illustre précisément la diversité des cultures.

C'est l'affirmation horrifiante du **refus totalitaire de la différence**, et plus grave encore du **refus totalitaire de l'Autre dans sa différence**.

Nous devons plus que jamais, dans ce combat, affirmer notre volonté de préserver cette diversité, de la protéger.

Partout où s'effondrent des statues, où brûlent des livres nous devons restaurer, si ce n'est la réplique, du moins la mémoire, l'image des trésors perdus.

J'ai été très émue de voir récemment la population de Bamyiyan rassemblée sur le site blessé d'où s'élevaient les statues.

Partout où s'effondrent des murs d'école, nous devons les reconstruire.

Partout où la liberté d'expression est attaquée, nous devons la défendre.

Nous ne sommes pas en présence d'un choc, ni d'une guerre des civilisations, mais d'un combat entre deux projets: l'un fondé sur la destruction, la régression, l'obscurantisme, la haine, et la négation ; l'autre sur le progrès, l'esprit des Lumières, de toutes nos lumières, l'esprit de fraternité. Et il est partagé par des milliards d'individus dans le monde, quelle que soit leur culture, leur religion, la civilisation qui les a nourris.

Alors la Francophonie continuera à se battre pour que cette diversité soit partout respectée, préservée, valorisée. Et nous francophones, qui avons été aux avant-postes du combat pour l'adoption à l'Unesco d'une Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, sommes bien déterminés à continuer la mobilisation en cette année où nous célébrons, déjà, les dix ans de cette Convention. Tant reste à accomplir !

Mesdames et Messieurs,

La Francophonie de 2015 incarne donc, à grande échelle, cette diversité culturelle dont elle a su faire un atout, une force incontestable, notamment en construisant, année après année, un maillage de réseaux sur les cinq continents : réseau de parlements réunis au sein de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, réseau d'universités réunies au sein de l'Agence universitaire de la Francophonie, réseau de grandes villes réunies au sein de l'Association internationale des maires

francophones, réseaux institutionnels, professionnels, réseaux d'organisations non gouvernementales et de la société civile, réseau de femmes et de jeunes.

Que de compétences, d'expertises, d'expériences à confronter et à partager ! Que d'opportunités d'inventer et d'innover, de déployer, ensemble, des solutions originales, d'élaborer, ensemble de nouveaux concepts, en toute liberté, bien loin de la pensée unique ou dominante !

Mais la Francophonie de 2015, c'est aussi l'incarnation de l'état de notre planète, avec ses inégalités croissantes, ses disparités de développement persistantes, ses zones de crises et de conflits meurtriers récurrentes, ses défis inédits, ses menaces nouvelles.

C'est dans cet espace au cœur de tous les grands enjeux internationaux, que la Francophonie inscrit ses actions de coopération, ses actions politiques et diplomatiques.

C'est de cet espace des plus contrastés, que la Francophonie tire sa légitimité d'acteur incontournable des relations internationales, par exemple pour l'Organisation des Nations unies et ses différentes agences, mais aussi pour l'Union africaine, ou l'Union européenne.

C'est aussi grâce à sa connaissance approfondie, dans le détail comme dans sa globalité, de cet espace transcontinental que la Francophonie peut prétendre prendre le pouls de la planète. Nous sommes fondés à parler, à témoigner, à revendiquer d'expérience. Et je dirais, en filant la métaphore, que le diagnostic est sans appel.

Un : dans ce monde interconnecté, il est clair qu'il n'y a plus de défi local, de tragédie locale, de menace locale. Les instabilités se communiquent et les problèmes de certains sont désormais devenus les problèmes de tous.

Nous sommes tous conscients de la difficulté de convaincre les citoyennes et les citoyens de dégager des financements solidaires, de s'engager dans des interventions d'urgence au profit de populations en danger et en détresse, et ce, au moment où l'on impose à ces mêmes citoyennes et citoyens des politiques d'austérité. Mais c'est le devoir, le courage des responsables politiques que d'expliquer aux opinions publiques que nous sommes tous embarqués sur le même navire, et que c'est, ensemble, que nous sombrerons, ou que nous arriverons à bon port.

Deux : il y a urgence à trouver des remèdes. L'état de notre planète, la mondialisation des défis, exigent que nous répondions par une mondialisation des solutions et des partenariats.

Adaptons, rationalisons, coordonnons, enfin, nos modes de coopération pour plus d'efficacité, pour un plus grand impact, dans un souci constant du résultat.

Mettons à contribution toutes les forces vives au service de stratégies et d'actions communes : organisations internationales, acteurs publics, acteurs privés, entrepreneurs, acteurs la société civile.

Passons, comme je le dis souvent, de coopérations exclusivement bilatérales ou multilatérales à des coopérations qui soient aussi « multipartenariales ».

Acceptons, enfin, de mettre en place des financements innovants.

Nous n'avons plus le temps de perdre notre temps. Il y urgence.

Nous devons répondre à l'accélération des changements par une accélération de la réaction et de l'action, tout en acceptant de travailler sur le long terme pour éradiquer à la racine les multiples fléaux qui nous frappent, les multiples menaces qui nous guettent.

Nous n'avons plus le droit de remettre de décennie en décennie, les engagements pris en matière de développement humain et économique durable, en matière de sécurité, de stabilité et de lutte contre le terrorisme et le crime transnational, en matière de protection de l'environnement et de lutte contre les changements climatiques, ou en matière d'accès universel à l'éducation et à la formation. Des millions de vies en dépendent. Notre avenir à toutes et tous en dépend. La stabilité du monde en dépend.

Du reste les chefs d'État et de gouvernement réunis au sommet, à Dakar, en novembre dernier, ont instamment demandé à la Francophonie d'agir en phase avec ces grands enjeux internationaux.

Oui ! Le drame des migrants est l'affaire de la Francophonie! Celui de ces milliers d'hommes et de femmes, majoritairement des jeunes, qui pour fuir la misère ou des conflits meurtriers deviennent la proie de trafiquants et de passeurs criminels. Ils ont été 350 000 à avoir franchi la Méditerranée depuis le début de cette année. Près de 3000 d'entre eux y ont perdu la vie ! Nombre de ces désespérés sont des ressortissants de pays de la Francophonie, parmi les plus vulnérables. Et c'est aux portes d'autres pays de la Francophonie qu'ils frappent dans l'espoir d'être accueillis. Aujourd'hui on parle de centaines de milliers de personnes, mais demain ils seront des millions qui partiront si on ne leur redonne pas au plus vite l'espoir d'une vie digne. N'oublions pas non plus que 80% des réfugiés se trouvent actuellement dans des pays du Sud. Il y a urgence, le temps presse.

La lutte contre les changements climatiques, est aussi l'affaire de la Francophonie ! Et ce depuis longtemps, puisque voilà plus de deux décennies déjà que l'Institut de la Francophonie pour le développement durable accompagne nos pays membres pour une participation active et concertée



aux négociations internationales sur l'environnement, parce que nous sommes des pays des fleuves et des rizières, des océans et des déserts, des îles et des neiges éternelles. Certains de nos pays ressentent déjà les premiers effets des atteintes à la biodiversité, les premiers effets des dérèglements du climat et compteront parmi les millions de réfugiés climatiques que risque de chasser de leurs terres notre inaction coupable.

Qu'attendons-nous pour agir ? Qu'éclatent des tensions, voire des conflits liés à la raréfaction de l'eau, de la nourriture, de l'énergie ? Qu'attendons-nous pour vivre, produire, consommer autrement ?

Dans ce contexte, la Conférence de Paris sur le climat, en décembre prochain, constituera le rendez-vous de la dernière chance, et nous devons tous nous accorder sur des engagements ambitieux et contraignants. Nous n'avons que trop tardé. La Francophonie, pour sa part, est mobilisée à la hauteur de l'enjeu.

La lutte contre le terrorisme est aussi l'affaire de la Francophonie! parce que nombre de nos pays ont été cruellement endeuillés par d'intolérables attentats perpétrés par des groupes fanatiques.

À Dakar, les chefs d'Etat et de gouvernement, se sont engagés à tout mettre en œuvre pour lutter ensemble contre ce fléau. Mais nous devons nous persuader que les actions militaires, seules, ne suffiront pas. Elles ne sont qu'une option.

De même en matière d'immigration, le « tout sécuritaire », les murs et les barbelés, les politiques coercitives à l'égard des passeurs et des trafiquants ne résoudront rien à long terme. Pas même les politiques d'accueil mises en place ces derniers jours par l'Union européenne.

Il faut agir sur les causes, en usant stratégiquement de ces forces constructives, que sont l'éducation, la culture, les actions concrètes en faveur du développement économique, humain durables, en faveur de la démocratie, de l'État de droit et du respect des droits et des libertés.

Nous le savons, vous le savez, les organisations criminelles, les groupes terroristes trouvent un terrain fertile dans l'extrême pauvreté persistante, dans les crises politiques nées des manquements aux principes de la bonne gouvernance et de l'État de droit. Ce qui confère encore plus de pertinence, d'acuité, d'actualité à l'action politique et diplomatique de l'Organisation internationale de la Francophonie : à ses actions destinées à consolider les acquis en matière de démocratie, d'État de droit et de sécurité humaine; à ses actions destinées à contribuer à la prévention et au règlement des situations de crise et de conflit; à ses actions destinées à accompagner les Etats en phase de transition et de consolidation de la paix .

Nous le savons, vous le savez, les organisations criminelles et les groupes terroristes trouvent aussi un terrain fertile dans le chaos comme dans la détresse, le désenchantement, le désœuvrement et la colère des jeunes dans tous nos pays, sans distinction.

Le temps presse parce que la population des jeunes n'a jamais été aussi nombreuse dans toute l'histoire de l'humanité.

Nous savons la force de la créativité de cette jeunesse. Nous savons son désir de s'engager, de se dépasser et d'entreprendre.

Nous savons, plus encore depuis les printemps arabes, la détermination de la jeunesse, sa revendication croissante pour plus de démocratie, de justice, de droits et de libertés.

Et le mouvement des jeunes, indignés, révoltés par la conduite irresponsable, l'égoïsme, le gâchis des générations précédentes, gagne tous les continents.

Au sommet de Dakar, la Francophonie a bien senti l'urgence et la nécessité d'impliquer directement les jeunes, de les reconnaître comme faisant partie avec les femmes des solutions, de les reconnaître comme des acteurs incontournables d'un développement humain et économique durable et par là même comme des vecteurs de stabilité et de paix, pour nos sociétés, pour nos pays et pour le monde.

Et cela commence par l'Éducation, qui est aussi au coeur des missions de la Francophonie, l'éducation qui ne peut porter ses fruits qu'à moyen ou long terme.

Dans un monde qui compte près de trois milliards de jeunes de moins de 25 ans, soit la moitié de la population de la planète, notre objectif commun de l'éducation pour tous est devenu une urgence brûlante.

Alors je continuerai de dire sans relâche, dans toutes les instances internationales, que les États et gouvernements, les bailleurs, les organisations internationales, les entreprises doivent investir massivement dans l'éducation, dans le capital humain. Tout de suite, maintenant. En 2030, il sera trop tard !

L'éducation pour tous, oui ! Mais aussi l'éducation pour toutes ! La Francophonie met tout en œuvre pour combattre cette inégalité, cette injustice persistante entre les filles et les garçons, entre les femmes et les hommes, cette discrimination permanente à toutes les étapes de la vie des femmes : éducation, formation, vie professionnelle, accès aux responsabilités, à la représentation politique.

Car toutes les études, toutes les statistiques le prouvent : si les femmes pouvaient exprimer pleinement leur potentiel, les revenus par habitant pourraient augmenter de façon considérable, et ce dans toutes les régions du monde.

Alors qu'attendons-nous pour éradiquer ces inégalités, ces injustices, ces discriminations, pour mettre toutes les chances de succès de notre côté ? Le temps presse.

Cette volonté d'impliquer directement les jeunes, de les reconnaître comme faisant partie avec les femmes des solutions, de les reconnaître comme des acteurs incontournables d'un développement humain et économique durable, a aussi inspiré la stratégie économique de la Francophonie, adoptée lors du Sommet de Dakar.

Cette stratégie économique, j'y crois profondément. Et j'ai souhaité que nous puissions au plus vite la décliner concrètement à travers la création d'incubateurs et d'accélérateurs d'entreprises, qui seront déployés dans un premier temps dans des pays francophones d'Afrique subsaharienne où ils font cruellement défaut. Dans cette région, deux tiers de la population a moins de 35 ans, parfois même moins de 20 ans, et 12 millions de jeunes se présentent chaque année sur le marché de l'emploi et rejoignent pour la plupart le contingent des chômeurs. Alors chaque geste, chaque initiative compte. Et nous savons que ces incubateurs sont de formidables dispositifs pour cultiver l'esprit d'entreprise, pour renforcer les initiatives économiques de développement local et régional, pour créer de la richesse et des emplois, pour soutenir l'innovation tout en mettant l'accent sur la professionnalisation. Et le temps presse.

Chères étudiantes, chers étudiants.

C'est à vous que je souhaiterais m'adresser pour conclure.

Malgré les difficultés, les obstacles, dans un contexte, un environnement durs et complexes partout où nous vivons sur la planète, j'ai la conviction que vous avez en vous un capital encore intact d'espérance, d'optimisme, d'idéal à construire, de confiance en l'avenir et en vos capacités de réinventer le monde que l'on pourrait, que l'on doit bâtir, vous et nous ensemble, les générations réunies sous votre impulsion et en tenant compte de vos rêves.

Vos rêves d'un monde où la paix, le dialogue, la stabilité, la prospérité, l'accès à l'éducation pour toutes et pour tous, le respect, la justice, l'équité, l'égalité et la liberté l'emporteraient.

Alors vous me permettrez de faire mien l'un des couplets de votre hymne, « Le Semeur ». Je ne le chanterai pas, mais c'est fièrement que je proclame devant vous et pour vous.

« Semeurs vaillants du rêve,

Du travail, du plaisir,

C'est pour nous que se lève

La moisson d'avenir ».

Je vous remercie.